01001191506010008

2023

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 119**

15 Ιουνίου 2001

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2918

Κύρωση της Διεθνούς Σύμβασης εργασίας 182 για την απαγόρευση των χειρότερων μορφών εργασίας των παιδιών και την άμεση δράση με σκοπό την εξάλειψή τους.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Διεθνής Σύμβαση Εργασίας 182 για την απαγόρευση των χειρότερων μορφών εργασίας των παιδιών και την άμεση δράση με σκοπό την εξάλειψή τους, που υιοθετήθηκε από τη Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας στη Γενεύη στις 17 Ιουνίου 1999, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Convention 182

CONVENTION CONCERNANT L' INTERDICTION DES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS ET L'ACTION IMMÉDIATE EN VUE DE LEUR ÉLIMINATION

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail"

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1er juin 1999, en sa quatre-vingt-septième session;

Considérant la nécessité d'adopter de nouveaux instruments visant l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants en tant que priorité majeure de l'action nationale et internationale, notamment de la coopération et de l'assistance internationales, pour compléter la convention et la recommandation concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, 1973, qui demeurent des instruments fondamentaux en ce qui concerne le travail des enfants;

Considérant que l'élimination effective des pires formes de travail des enfants exige une action d'ensemble immédiate, qui tienne compte de l'importance d'une éducation de base gratuite et de la nécessité de soustraire de toutes ces formes de travail les enfants concernés et d'assurer leur réadaptation et leur intégration sociale, tout en prenant en considération les besoins de leurs familles;

Rappelant la résolution concernant l'élimination du travail des enfants adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-troisième session, en 1996;

Reconnaissant que le travail des enfants est pour une large part provoqué par la pauvreté et que la solution à long terme réside dans la croissance économique soutenue menant au progrès social, et en particulier à l'atténuation de la pauvreté et à l'éducation universelle;

Rappelant la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies;

Rappelant la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa quatre-vingt-sixième session, en 1998;

Rappelant que certaines des pires formes de travail des enfants sont couvertes par d'autres instruments internationaux, en particulier la convention sur le travail forcé, 1930, et la Convention supplémentaire des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, 1956;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au travail des enfants, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce dix-septième jour de juin mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Article 1

Tout Membre qui ratifie la présente convention doit prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce de toute urgence.

Article 2

Aux fins de la présente convention, le terme "enfant" s'applique à l'ensemble des personnes de moins de 18 ans.

Article 3

Aux fins de la présente convention, l'expression "les pires formes de travail des enfants» comprend:

a) toutes les tonnes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés;

b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques;

c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes;

d) les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

Article 4

1. Les types de travail visés à l'article 3 d) doivent être déterminés par la législation nationale ou l'autorité compétante, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, en prenant en considération les normes internationales pertinentes, et en particulier les paragraphes 3 et 4 de la recommandation sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

2. L'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, doit localiser les types de travail ainsi déterminés.

3. La liste des types de travail déterminés conformément au paragraphe É du présent article doit être périodiquement examinée et, au besoin, révisée en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

Article 5

Tout Membre doit, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs, établir ou désigner des mécanismes appropriés pour surveiller l'application des dispositions donnant effet à la présente convention.

Article 6

1. Tout Membre doit élaborer et mettre en œuvre des programmes d'action en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants.

2. Ces programmes d'action doivent être élaborés et mis en oeuvre en consultation avec les institutions publiques compétentes et les organisations d'employeurs et de travailleurs, le cas échéant en prenant en considération les vues d'autres groupes intéressés.

Article 7

1. Tout Membre doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective et le respect des dispositions donnant effet à la présente convention, y compris par l'établissement et l'application de sanctions pénales ou, le cas échéant, d'autres sanctions.

2. Tout Membre doit, en tenant compte de l'importace de l'éducation en vue de l'élimination du travail des enfants, prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

a) empêcher que des enfants ne soient engagés dans les pires formes de travail des enfants;

b) prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour soustraire les enfants des pires formes de travail des enfants et assurer leur réadaptation et leur intégration sociale;

c) assurer l'accès à l'éducation de base gratuite et, lorsque cela,est possible et approprié, à la formation professionnelle pour tous les enfants qui auront été soustraits des pires formes de travail des enfants;

d) identifier les enfants particulièrement exposés à des risques et entrer en contact direct avec eux;

e) tenir compte de la situation particulière des filles.

3. Tout Membre doit désigner l'autorité compétente chargée de la mise en œuvre des dispositions donnant effet à la présente convention.

Article 8

Les Membres doivent prendre des mesures appropriées afin de s'entraider pour donner effet aux dispositions de la présente convention par une coopération et/ou une assistance internationale renforcées, y compris par des mesures de soutien au développement économique et social, aux pro-

grammes d'éradication de la pauvreté et à l'éducation universelle.

Article 9

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 10

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après (pie les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 11

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 12

1. Le Directeur général du Bureau intemational du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et de tous actes de dénonciation qui lui seront communiqués par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 13

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications ci de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 14

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 15

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 11 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée ci qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 16

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également loi.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΕΡΓΑΣΙΑΣ 182

ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΑΓΟΡΕΥΣΗ ΤΩΝ ΧΕΙΡΟΤΕΡΩΝ ΜΟΡΦΩΝ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΠΑΙΔΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΑΜΕΣΗ ΔΡΑΣΗ ΜΕ ΣΚΟΠΟ ΤΗΝ ΕΞΑΛΕΙΨΗ ΤΟΥΣ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας,

ΑΦΟΥ ΣΥΓΚΛΗΘΗΚΕ στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, την 1η Ιουνίου 1999, κατά την 87η συνοδό της,

ΑΦΟΥ ΘΕΩΡΗΣΕ αναγκαίο να υιοθετήσει νέα όργανα, που έχουν σκοπό την απαγόρευση και την εξάλειψη των χειρότερων μορφών εργασίας των παιδιών σαν μεγίστη προτεραιότητα της εθνικής και διεθνούς δράσης, κυρίως της διεθνούς συνεργασίας και βοήθειας, προκειμένου να συμπληρωθεί η Σύμβαση και η Σύσταση η σχετική με το κατώτατο όριο ηλικίας εισόδου στην απασχόληση, 1973, οι οποίες παραμένουν θεμελιώδη όργανα όσον αφορά την εργασία των παιδιών,

ΑΦΟΥ ΘΕΩΡΗΣΕ ότι η αποτελεσματική εξάλειψη των χειρότερων μορφών εργασίας των παιδιών απαιτεί μία συνολική άμεση δράση, η οποία θα λαμβάνει υπό-

ψη τη σημασία μίας δωρεάν βασικής εκπαίδευσης, την ανάγκη της εξαίρεσης (απαλλαγής) των παιδιών αυτών από όλες αυτές τις μορφές εργασίας και θα εξασφαλίζει την αποκατάσταση και την κοινωνική τους ένταξη λαμβάνοντας υπόψη τις ανάγκες των οικογενειών τους,

ΑΦΟΥ ΥΠΕΝΘΥΜΙΣΕ το ψήφισμα που αφορά την εξάλειψη της εργασίας των παιδιών, που υιοθετήθηκε από τη Διεθνή Συνδιάσκεψη Εργασίας κατά την 83η Συνοδό της το 1996,

ΑΦΟΥ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΕ ότι η εργασία των παιδιών κατά ένα μεγάλο μέρος προκαλείται από τη φτώχεια και ότι η μακροχρόνια λύση έγκειται στην υποστηριζόμενη οικονομική ανάπτυξη που οδηγεί στην κοινωνική πρόοδο και ιδιαίτερα στην εξασθένιση της φτώχειας και στην παγκόσμια εκπαίδευση,

ΑΦΟΥ ΥΠΕΝΘΥΜΙΣΕ τη Σύμβαση σχετικά με τα δικαιώματα του παιδιού, που υιοθετήθηκε στις 20 Νοεμβρίου 1989 από τη Γενική Συνέλευση των Ηνωμένων Εθνών,

ΑΦΟΥ ΥΠΕΝΘΥΜΙΣΕ τη Διακήρυξη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας σχετικά με τις αρχές και τα θεμελιώδη δικαιώματα στην εργασία, καθώς και τη συνέχειά της, που υιοθετήθηκε από τη Διεθνή Συνδιάσκεψη Εργασίας κατά την 86η συνοδό της το 1998,

ΑΦΟΥ ΥΠΕΝΘΥΜΙΣΕ ότι ορισμένες από τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών καλύπτονται από άλλα διεθνή κείμενα, ιδιαίτερα από τη Σύμβαση σχετικά με την αναγκαστική εργασία, 1930, και τη συμπληρωματική Σύμβαση των Ηνωμένων Εθνών σχετικά με την κατάργηση της δουλείας, του δουλεμπορίου και των ανάλογων με τη δουλεία θεσμών και πρακτικών, 1956,

ΑΦΟΥ ΑΠΟΦΑΣΙΣΕ να υιοθετήσει διάφορες προτάσεις σχετικά με την εργασία των παιδιών, θέμα που αποτελεί το τέταρτο σημείο της ημερήσιας διάταξης της Συνόδου,

ΑΦΟΥ ΑΠΟΦΑΣΙΣΕ ότι οι προτάσεις αυτές θα πάρουν τη μορφή μιας Διεθνούς Σύμβασης,

ΥΙΟΘΕΤΕΙ τη 17η Ιουνίου 1999 την παρακάτω Σύμβαση, που θα ονομασθεί:

"Σύμβαση σχετικά με τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών", 1999.

Άρθρο 1

Κάθε Μέλος που κυρώνει την παρούσα Σύμβαση πρέπει να πάρει άμεσα και αποτελεσματικά μέτρα για να εξασφαλίσει την απαγόρευση και την εξάλειψη των χειρότερων μορφών εργασίας των παιδιών και αυτό να γίνει το ταχύτερο δυνατό.

Άρθρο 2

Για τους σκοπούς της Σύμβασης αυτής, ο όρος "παιδί" εφαρμόζεται στο σύνολο των προσώπων ηλικίας κάτω των 18 ετών.

Άρθρο 3

Για τους σκοπούς της Σύμβασης αυτής, η έκφραση "οι χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών" περιλαμβάνει:

α) όλες της μορφές δουλείας ή ανάλογες πρακτικές, όπως η πώληση και το δουλεμπόριο των παιδιών, η δέσμευση λόγω χρεών και η αναγκαστική εργασία (και η δουλοπαροικία), καθώς και η αναγκαστική ή υποχρεωτική εργασία, περιλαμβανομένης και της υποχρεωτικής ή αναγκαστικής στράτευσης των παιδιών, με σκοπό τη χρησιμοποίησή τους σε ένοπλες συγκρούσεις,

β) τη χρησιμοποίηση, τη δέσμευση και την προαγωγή παιδιού στην πορνεία και στην παραγωγή πορνογραφικού υλικού,

Υ) τη χρησιμοποίηση, τη δέσμευση ή την προαγωγή (προσφορά) παιδιού σε παράνομες δραστηριότητες, κυρίως για την παραγωγή και διακίνηση ναρκωτικών ουσιών, όπως ορίζονται στις σχετικές διεθνείς συμβάσεις,

δ) εργασίες, οι οποίες, από τη φύση τους ή κάτω από τις συνθήκες που εκτελούνται, είναι πιθανό να βλάψουν την υγεία, την ασφάλεια ή την ηθική του παιδιού.

Άρθρο 4

1. Οι μορφές εργασίας που αναφέρονται στο άρθρο 3 δ) πρέπει να προσδιοριστούν από την εθνική νομοθεσία ή από τις αρμόδιες αρχές, κατόπιν συνεννοήσεως με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις, λαμβάνοντας υπόψη τους σχετικούς διεθνείς κανόνες, και ιδιαιτέρως τις παραγράφους 3 και 4 της Σύστασης σχετικά με τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών, 1999.

2. Η αρμοδία αρχή, κατόπιν συνεννοήσεως με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις, πρέπει να εντοπίσει πού υπάρχουν αυτές οι προσδιορισμένες μορφές εργασίας.

3. Η λίστα των προσδιορισμένων μορφών εργασίας, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, πρέπει να εξετάζεται περιοδικά και ανάλογα με τις ανάγκες να αναθεωρείται κατόπιν συνεννοήσεως με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις.

Άρθρο 5

Κάθε Μέλος κατόπιν συνεννοήσεως με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις πρέπει να καθιερώσει ή να ορίσει κατάλληλους μηχανισμούς για να επιβλέπει την εφαρμογή των διατάξεων που υλοποιούν την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 6

1. Κάθε Μέλος πρέπει να επεξεργαστεί και να θέσει σε εφαρμογή προγράμματα δράσης με σκοπό να εξαλείψει κατά προτεραιότητα τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών.

2. Αυτά τα προγράμματα δράσης πρέπει να σχεδιαστούν και να τεθούν σε εφαρμογή ύστερα από συνεννόηση με τους αρμόδιους κρατικούς φορείς και τις εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις και, ενδεχομένως, λαμβάνοντας υπόψη τις απόψεις των ενδιαφερόμενων μερών.

Άρθρο 7

1. Κάθε Μέλος πρέπει να λάβει όλα τα αναγκαία μέ-

τρα για να εξασφαλίσει την αποτελεσματική εφαρμογή και το σεβασμό των διατάξεων που υλοποιούν την παρούσα Σύμβαση, συμπεριλαμβανομένης και της καθιέρωσης και της εφαρμογής ποινικών κυρώσεων ή, ενδεχομένως, και άλλων κυρώσεων.

2. Κάθε Μέλος, λαμβανομένης υπόψη και της σημασίας της εκπαίδευσης για την εξάλειψη της εργασίας των παιδιών, πρέπει να λάβει αποτελεσματικά μέτρα με προσδιορισμένη προθεσμία για:

α) να εμποδίσει τα παιδιά να εμπλέκονται στις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών,

β) να προβλέπει την άμεση παροχή της αναγκαίας και κατάλληλης συνδρομής για την απομάκρυνση των παιδιών από τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών και για την εξασφάλιση της επαναπροσαρμογής τους και της κοινωνικής τους επανένταξης,

γ) να εξασφαλίσει την πρόσβαση στη δωρεάν βασική εκπαίδευση, και όπου αυτό είναι δυνατό και πρέπον. στην επαγγελματική κατάρτιση για όλα τα παιδιά που θα έχουν απαλλαγεί από τις χειρότερες μορφές εργασίας των παιδιών,

δ) να προσδιορίσει τα παιδιά που έχουν ιδιαίτερα εκτεθεί σε κινδύνους και να έλθει σε απευθείας επαφή μαζί τους,

ε) να λάβει υπόψη την ιδιαίτερη κατάσταση των κοριτσιών.

3. Κάθε Κράτος πρέπει να ορίζει την αρμόδια αρχή που θα αναλάβει να θέσει σε εφαρμογή τη Σύμβαση αυτήν.

Άρθρο 8

Τα Κράτη - Μέλη πρέπει να πάρουν τα κατάλληλα μέτρα για την παροχή αμοιβαίας συνδρομής, με σκοπό να υλοποιηθούν οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης με ενισχυμένη συνεργασία ή/και με ενισχυμένη διεθνή συνδρομή, περιλαμβανομένων των μέτρων στήριξης της οικονομικής και κοινωνικής ανάπτυξης των προγραμμάτων εξάλειψης της φτώχειας και της παγκοσμίας εκπαίδευσης.

Άρθρο 9

Οι επίσημες καταχωρίσεις της παρούσας Σύμβασης θα σταλούν στο Γενικό Γραμματέα του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρηθούν από αυτόν.

Άρθρο 10

1. Η παρούσα Σύμβαση θα δεσμεύσει μόνο εκείνα τα Μελή της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας των οποίων οι επικυρώσεις έχουν καταχωρηθεί από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας.

2. Η Σύμβαση 6α αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία έχουν καταχωρηθεί οι επικυρώσεις δύο Μελών από το Γενικό Διευθυντή.

3. Στη συνέχεια, αυτή η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσης της.

Άρθρο 11

1. Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη Σύμβαση, μπορεί να την καταγγείλει, αφού περάσουν δέκα χρονιά από την ημερομηνία που η Σύμβαση για πρώτη φορά άρχισε να ισχύει, με μια δήλωση που κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώριση της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη Σύμβαση και δεν ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπει αυτό το άρθρο, μέσα σε διάστημα ενός χρόνου από τη λήξη της δεκαετίας που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, θα δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και στη συνέχεια, θα μπορεί να καταγγέλει αυτή τη Σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο,

Άρθρο 12

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί σε όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και καταγγελιών που του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης επικύρωσης που του έχει κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα πρέπει να επιστήσει την προσοχή των Μελών της Οργάνωσης στην ημερομηνία κατά την οποία αυτή η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει.

Άρθρο 13

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα πρέπει να κοινοποίησε στον Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικές με όλες τις επικυρώσεις και δηλώσεις καταγγελίας που έχει καταχωρίσει. σύμφωνα, με τις διατάξεις των προηγουμένων άρθρων.

Άρθρο 14

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη μία έκθεση για την εφαρμογή αυτής της Σύμβασης και θα εξετάζει αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα για την ολική ή μερική αναθεώρησή της.

Άρθρο 15

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που αναθεωρεί αυτή τη Σύμβαση ολικά ή μερικά και εφόσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά, τότε:

α) η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρημένης σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια την άμεση καταγγελία αυτής της Σύμβασης παρά τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 11, με την επιφύλαξη ότι η νέα αναθεωρημένη σύμβαση θα έχει αρχίσει να ισχύει,

β) από την ημερομηνία που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρημένη Σύμβαση, η παρούσα Σύμβαση θα πάψει να είναι ανοικτή για επικύρωση από τα Μέλη.

2. Αυτή η Σύμβαση θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενο της για εκείνα τα Μέλη που την έχουν επικυρώσει αλλά δεν έχουν επικυρώσει την αναθεωρημένη της σύμβαση.

Άρθρο 16

Το γαλλικό και αγγλικό κείμενο αυτής της Σύμβασης είναι εξίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 10 παρ. 3 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Ιουνίου 2001

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΑΠΟΣΤ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΓΙΑΝΝΙΤΣΗΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΜΙΧΑΗΛ ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΜΙΧΑΗΛ ΧΡΥΣΟΧΟΪΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 8 Ιουνίου 2001

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΜΙΧΑΗΛ ΣΤΑΘΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr
e-mail: webmaster @ et.gr

ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ
Σολωμού 51

Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	**5225 761 - 5230 841**
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	**5225 713 - 5249 547**
Πώληση Φ.Ε.Κ.	**5239 762**
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	**5248 141**
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	**5248 188**
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	**5248 785**
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και αποστολή Φ.Ε.Κ.	**5248 320**

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54100	**(031) 423 956**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Γούναρη και Εθν. Αντίστασης Τ.Κ. 185 31	**4135 228**
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23	**(061) 638 109 -110**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 450 44	**(0651) 87215**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	**(0531) 22 858**
ΛΑΡΙΣΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 411 10	**(041) 597449**
ΚΕΡΚΥΡΑ - Σαμαρά 13 Τ.Κ. 491 00	**(0661) 89 127 / 89 120**
ΗΡΑΚΛΕΙΟ - Πλ. Ελευθερίας 1, Τ.Κ. 711 10	**(081) 396 223**
ΛΕΣΒΟΣ - Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη	**(0251) 46 888 / 47 533**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή
- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 24 σελίδες 300 δρχ. (0,88 euro)
- Για τα ΦΕΚ από 24 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) προσαυξάνεται κατά 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	**ΔΡΧ.**	**EURO**
Α΄	60.000	176,08
Β΄	70.000	205,43
Δ΄	50.000	146,74
Α.Ε. - Ε.Π.Ε. (μηνιαίο)	20.000	58,69
Α΄, Β΄, Δ΄ (τριμηνιαίο)	30.000	88,04

Η τιμή των CDs παρελθόντων ετών προσαυξάνεται κατά 2.000 δρχ. (5,87 euro) ανά έτος παλαιότητας.
Η τιμή διάθεσης φωτοαντιγράφων ΦΕΚ 50 δρχ. (0,15 euro) ανά σελίδα

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

	Σε έντυπη μορφή				**Από το Internet**			
Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531		Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512		Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531		Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512	
	δρχ.	euro	δρχ.	euro	δρχ.	euro	δρχ.	euro
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.τ.λ.)	70.000	205,43	3.500	10,27	60.000	176,08	3.000	8,80
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.τ.λ.)	100.000	293,47	5.000	14,67	70.000	205,43	3.500	10,27
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.λπ. Δημ. Υπαλλήλων)	20.000	58,69	1.000	2,93	ΔΩΡΕΑΝ		-	-
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κ.τ.λ.)	100.000	293,47	5.000	14,67	50.000	146,74	2.500	7,34
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	50.000	146,74	2.500	7,34	30.000	88,04	1.500	4,40
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.λπ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	20.000	58,69	1.000	2,93	ΔΩΡΕΑΝ		-	-
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κ.τ.λ.)	10.000	29,35	500	1,47	ΔΩΡΕΑΝ		-	-
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	20.000	58,69	1.000	2,93	10.000	29,35	500	1,47
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	ΔΩΡΕΑΝ		-	-	ΔΩΡΕΑΝ		-	-
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	30.000	88,04	1.500	4,40	10.000	29,35	500	1,47
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	700.000	2.054,29	35.000	102,71	200.000	586,94	10.000	29,35
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	70.000	205,43	3.500	10,27	30.000	88,04	1.500	4,40

Το κόστος για την ηλεκτρονική μορφή πρόσβασης σε προηγούμενα έτη προσαυξάνεται κατά 2.000 δρχ. (5,87 euro) ανά έτος παλαιότητας.

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ